

Veille des Elections : le Gouvernement autorise le Regroupement Fasciste et BAILLONNE LA PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE

PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE
LA IV^e INTERNATIONALE

PERMANENCE

19, rue Daguerre, 19
- PARIS - XIV^e -

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ



Abonnements:

26 numéros 50 fr.
52 numéros 100 fr.
C.C.P. Saujet 3205-19 Paris

Premier journal paru dans la clandestinité
(No 1 août 1940)

COMME L'INDOCHINE ET L'INDONÉSIE, L'INDE lève le drapeau de la lutte contre l'Impérialisme

La lutte commencée par les peuples d'Indonésie et d'Indochine se trouve renforcée par l'entrée en action de millions d'exploités des colonies et semi-colonies. Dans les Calabres, au nord-est de Java, les troupes indigènes, soutenues par la population, ont pris en mains l'administration civile et militaire, écartant les représentants de l'impérialisme néerlandais. Au Caire et dans toute l'Égypte, des manifestations chaque jour plus fortes en luminent en une véritable lutte ouverte pour chasser l'impérialisme britannique. Mais c'est dans ce qui constituait le plus beau joyau de l'Empire, c'est aux Indes même, que la lutte est entrée dans une phase nouvelle.

Le gouvernement travailliste de Sa Majesté, informé venait de décider l'envoi d'une délégation de trois membres du cabinet pour trouver sur place et aussitôt que possible une solution de compromis. Mais cette délégation n'avait pas encore eu le temps de faire ses malles que l'on apprenait la révolte de la marine royale indienne. A Bombay, les mutins tenaient le port sous le feu de leurs canons; la révolte gagnait Karachi, Calcutta, pénétrait même jusqu'aux détachements résidant dans la capitale New-Delhi. La mutinerie apparemment commencée pour des revendications immédiates, acquérait

immédiatement une signification politique de premier plan : les marins indiens en demandant l'égalité de traitement avec les marins anglais, posaient le problème des relations entre la Grande-Bretagne et les Indes.

Dès lors, pour les serviteurs de l'impérialisme britannique que sont les Attlee, Bevin et C^o, l'envoi d'une délégation où figurait le Premier Lord de l'Amirauté céda le pas à l'envoi, à toute vitesse, de lourdes unités de la flotte britannique. Le vice-amiral John Godfrey, commandant de la flotte indienne, dans une déclaration radiodiffusée aux mutins s'exprimait sans ambages : « La mutinerie de la flotte indienne sera écrasée même si cela signifie la destruction de la flotte ». Les marins indiens, aux dernières nouvelles parvenues, ont capitulé. Mais, en même temps, l'on apprenait que 300.000 prolétaires sont entrés en grève à Bombay. Des grèves ont également éclaté à Calcutta.

Dans cette première semaine, deux faits au moins auront pu servir à éclairer les masses en lutte. Musulmans et Hindous ont combattu côte à côte; dans les émeutes, les drapeaux du Congrès et de la Ligue musulmane ont fraternisé. Cela, tandis que les dirigeants désavouaient la révolte et préchaient la capitulation. Le rôle des Gandhi et Nehru, de ces représentants du capitalisme indien, s'est manifesté sans équivoque. Pas un mot contre la brutale répression de l'impérialisme anglais; en pleine bataille, ils prêchent le calme, la continuation du travail. La grève, osent-ils dire, ne saurait aider les malheureux marins. En fait, la grève, la révolte des prolétaires des grands centres industriels, comme Calcutta, sur qui pèse à nouveau la menace d'une famine atroce, pourrait aller beaucoup trop loin pour les dirigeants du Congrès pan-indien désireux de maquignonner un accord en bonne et due forme avec les représentants de l'impérialisme britannique. La lutte antiimpérialiste ne peut suivre les désirs des politiciens d'une bourgeoisie tard venue qui, en fait d'indépendance, semble plutôt chercher un soutien plus puissant, et si possible mieux camouflé, dans l'impérialisme américain.

(Suite page 2.)

La C.E. de la Seine du Parti Socialiste contre la saisie de "LA VÉRITÉ"

Lundi 25 février notre camarade M. Favre-Bleibtreu, secrétaire général du Parti, a exposé devant la Commission Exécutive fédérale de la S. F. I. O. les conditions dans lesquelles a été saisi le N° 110 de « La Vérité » sur ordre du ministre socialiste de l'Information Defferre.

Le président de séance s'est engagé au nom de la Commission Exécutive à faire sans retard toutes les démarches afin de faire cesser les mesures d'exception qui frappent « La Vérité » et d'obtenir son droit de parution.



Philip Est-ce qu'on ne pourrait pas faire quelques petites économies... sans vous gêner ?

Les Camarades Annamites s'adressent à la Presse

VENDREDI 22, à la Mutualité, la délégation des Résistants Annamites a convoqué une conférence de presse dans l'espoir de rompre la conspiration du silence autour des événements d'Indochine.

Le gouvernement français est-il réellement disposé à négocier avec le Viet-Minh? Veut-il tout simplement le vaincre par la ruse?

Au lendemain du vote unanime par la Constituante des 10 milliards dont Leclerc a besoin pour mener sa guerre, les propriétaires de plantations et autres gros actionnaires ne peuvent tolérer de ne plus voir les valeurs indochinoises cotées en Bourse.

L'ordre de cesser le feu n'a pas été donné. D'Argenlieu, l'homme qui symbolise la politique d'extermination en Indochine, est chargé des pourparlers.

La discussion porte sur l'autonomie, mais l'idée même d'indépendance est repoussée a priori.

En réalité les embarquements s'effectuent toujours au même rythme; 4.000 S. S. sous l'uniforme de légionnaires, seraient même partis tout récemment de Marseille.

Il s'agit bien d'une nouvelle tactique de combat dont le but est double: diviser la Résistance

et du communisme devant de larges couches de la population il prépare le triomphe des De Gaulle et des P. R. L. en leur permettant de développer leur propagande démagogique alors que la presse marxiste léniniste est réduite au silence.

Faire donner LA PAROLE AUX TROTSKYSTES c'est dans les circonstances graves que nous vivons un devoir impérieux pour tous les travailleurs conscients de leur intérêt de classe. Nous ne pouvons compter que sur leur appui.

Lecteurs et amis de « La Vérité », militants du P. C. F. et du P. S., ouvriers syndiqués, manifestez par tous les moyens votre volonté de faire respecter la liberté de la presse, ouvrière. Dans vos sections votez des motions de protestations contre la saisie de « La Vérité », faites-les parvenir au ministère de l'Information, 34, avenue de Friedland, Paris (8^e).

Marcel Favre-Bleibtreu.

RÉPONSE AUX ASSASSINATS D'ESPAGNE

Cheminots et Dockers montrent comment terrasser Franco

Franco vient d'assassiner de nouveaux ouvriers espagnols en défiant ainsi les travailleurs du monde entier qui veulent terrasser une fois pour toutes, le régime sanglant des curés, monarchistes, généraux et phalangistes qui, depuis des années se maintient grâce aux appuis apportés par la bourgeoisie mondiale, y compris les « grandes démocraties ».

Les gouvernements « démocrates » continuent à épargner Franco par crainte de voir en Espagne le peuple espagnol secouer le joug de ses exploitateurs.

Devant l'action des ouvriers menée contre le bourreau Franco, le gouvernement de Gouin-Thorez avait laissé

entendre qu'une rupture de relations avec le Gouvernement franquiste était inévitable. Mais, par peur de se voir « désavoué » par Londres et Washington, le gouvernement Gouin-Thorez a reculé, limitant le tout à une demi-mesure tel que la fermeture de la frontière. Cette fermeture, décidée par le gouvernement, ne fait que sanctionner la décision des ouvriers français eux-mêmes qui ont pris les devants en refusant de transporter des marchandises au delà des Pyrénées. Voilà la seule voie qu'il faut suivre si l'on veut mettre fin au régime du bourreau Franco: L'ACTION AUTONOME DE LA CLASSE OUVRIÈRE. Seulement ainsi les gouvernements dits « démocratiques » seront forcés de rompre toutes relations économiques et diplomatiques avec Franco.

Nous saluons comme un premier pas donné dans cette voie la décision des dockers et des cheminots refusant de travailler pour l'Espagne de Franco, et de la C. G. T. qui accepte aujourd'hui d'appuyer le mouvement et de le généraliser.

Il faut que tous les travailleurs et travailleuses de France tiennent bon dans cette attitude, sans se laisser gagner par d'autres considérations que celle d'affirmer les liens de solidarité de classe avec leurs frères espagnols. Les jours du pouvoir de Franco

sont comptés. En avant pour le terrasser!

A BAS FRANCO ET TOUTE LA VERMINE PHALANGISTE.

CHINE

Le Parti Trotskyste a survécu à la Terreur Japonaise

New-York. — Sous le titre ci-dessus, « Le Militant » donne copie d'une brève lettre de la Ligue Communiste Chinoise, section de la IV^e Internationale.

Cette lettre, la première que nous recevions des Trotskystes chinois depuis cinq ans, parle de leur activité ininterrompue pendant la guerre et de la perte d'un grand nombre de leurs camarades sous l'occupation japonaise.

Parmi ceux-ci, Chen Chang, membre de leur comité central qui périt aux mains des gendarmes japonais.

Comme partout ailleurs, les trotskystes chinois ont surmonté l'épreuve de la plus dure répression.

La lettre vient de Shanghai et est datée du 12-1-46.

A NUREMBERG

Pourquoi Rudenko n'a pas demandé à Goering : Trotsky a-t-il été votre agent ?

Le procès de Nuremberg donnait la possibilité à Staline de « démasquer le trotskysme » comme une agence hitlérienne. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ?

Il y aura bientôt dix ans, une série de procès sensationnels s'ouvrait à Moscou qui mettaient en cause Léon Trotsky et la « Vieille Garde » bolchévique. Des « agents d'Hitler », voilà ce qu'étaient devenus les artisans de la révolution d'octobre, selon Staline et Vichinsky!

Cette fois, Staline avait la possibilité, par l'intermédiaire du procureur général Rudenko, devant les juristes américains, anglais et français de poser la question à Goering, à Hess, et aux autres chefs nazis: « Oui ou non, Trotsky était-il votre agent ? »

A ce propos, le « Socialist Appeal », l'organe du Revolutionary Communist Party (Section britannique de la IV^e Internationale), écrit: « Au procès de Nuremberg, les accords et les manœuvres diplomatiques des nazis ont été systématiquement démasqués. Le dossier des discussions et des plans d'agression d'Hitler, la conquête de chacun des états qui furent envahis par les Nazis, y compris l'Union Soviétique, tout cela a été bien présenté et éclairé. Mais on n'a pas fait la moindre mention à l'accord supposé des nazis avec Trotsky et les révolutionnaires exécutés après les procès de Moscou.

Maintenant, comme s'il y avait eu un signal, la puissante machine stalinienne dans le monde observe un silence complet. Ce silence révèle lui-même que les chefs staliniens sont conscients du fait que les accusations des procès de Moscou ne pouvaient pas résister à l'épreuve d'une enquête indépendante.

Voici la lettre adressée par nos camarades anglais au procureur soviétique qui siège à Nuremberg: « Aujourd'hui, au procès de Nuremberg, les représentants russes ont la possibilité de prouver l'accusation portée contre Trotsky, de complicité avec les chefs nazis. Les archives des nazis sont entre les mains des alliés. Devant la cour de Nuremberg, devant les représentants de la presse mondiale prêts à reproduire les preuves présentées, il

vous serait possible de montrer non seulement à partir des archives du gouvernement russe, l'évidente nécessité d'aboutir au verdict selon lequel:

« Les documents en possession des autorités enquêtant sur le présent cas (Procès de Moscou) ont établi que les liaisons entre l'ennemi du peuple », Trotsky et la police politique allemande et les services d'espionnage d'autres pays furent établies il y a déjà longtemps. L'enquête a définitivement établi que Trotsky a été en liaison avec le service d'espionnage allemand depuis 1921, et avec le service d'espionnage britannique depuis 1921. (Acte d'accusation. Rapport intégral des débats judiciaires dans le « Procès du bloc antisoviétique des droitiers et des trotskystes »).

Voici l'occasion de prouver aux sceptiques l'authenticité des accusations portées par le gouvernement russe contre Trotsky, accusations selon lesquelles il aurait agi comme un agent des Nazis et de la Grande-Bretagne contre l'Union Soviétique.

Faute de produire une telle preuve au procès de Nuremberg, il sera établi que le gouvernement stalinien a été coupable d'avoir monté une monstrueuse machination contre les vieux bolchévicks et Léon Trotsky.

En vérité, la monstrueuse campagne de calomnies dirigée contre Trotsky et la IV^e Internationale doit être démasquée impitoyablement, car elle est la négation même de toute honnêteté, de toute démocratie dans le mouvement ouvrier. Le P. C. I., aux côtés du Revolutionary Communist Party anglais et du Revolutionary Communist Party hollandais, doit à son tour s'adresser aux représentants français et soviétiques à Nuremberg pour demander la vérité, toute la vérité sur les soi-disant « preuves » des Procès de Moscou. Ainsi le procès de Nuremberg ne servira pas seulement à étaler l'incroyable sauvagerie des chefs nazis envers le prolétariat allemand et européen, mais aussi à justifier ou à discréditer les accusateurs qui ont poursuivi Trotsky de leur haine jusqu'à l'assassinat en août 1941 dans sa retraite de Mexico. S. ROCHAL.

La PAROLE aux TROTSKYSTES

Nous avons mi le Parti Socialiste et le Ministre socialiste de l'Information en face de leurs responsabilités: la non autorisation de La Vérité, sa saisie, les arrestations de ses vendeurs ne peuvent en aucune façon se justifier par des questions administratives, d'attribution de papier ou autres mauvaises raisons.

Il s'agit d'un problème POLITIQUE de premier plan: Le ministère à majorité socialiste-communiste français peut-il tolérer UNE PRESSE OUVRIÈRE D'OPPOSITION ou au contraire s'est-il engagé si loin dans la collusion avec les 200 familles qu'il ne peut laisser s'exprimer la moindre revendication ouvrière et qu'il doit pourchasser la presse révolutionnaire?

Les procédés employés contre « La Vérité » et contre « Le Libérateur », saisis dans la même semaine, relèvent de la basse police.

1^{er} temps: pour des motifs administratifs on condamne la presse ouvrière d'opposition à vivre misérablement, sans attribution de papier et sans statut légal;

2^e temps: on organise des manifestations populaires « spontanées », ce qui « oblige » la police à intervenir et comme par hasard à retenir les vendeurs délinquants pour vente d'un journal non autorisé, « scandale sur la voie publique » ou autres balivernes;

3^e temps: M. le ministre de l'Information est à son tour « obligé » de saisir la presse révolutionnaire qui ne veut pas se laisser étouffer.

Par la même occasion on tente de la discréditer en la mettant dans la même charrette qu'une feuille de chou royaliste contre laquelle le P. C. I. fut précisément le premier à mani-

festier en vidant la salle de Géographie à Paris de son public fleurdelisé. Cet amalgame est un procédé classique de toutes les polices du monde.

En réalité sur sa gauche le gouvernement de coalition manie la hache comme il manie la hache contre les salaires des ouvriers et des fonctionnaires; ces deux actions sont inséparables.

Sur sa droite il n'est que sourires et complaisances pour la presse et les organisations fascistes les plus noires en tête desquelles plastronne le P.R.L.

Pour cacher sa faillite le bloc du M. R. P. et des partis ouvriers de collaboration de classe veut étouffer la voix du P. C. I. qui dénonce LES CAUSES de cette faillite et indique le chemin du salut. C'est de cette façon que Gribouille prépare sa campagne électorale. Non content de discréditer par sa politique de famine jusqu'au nom du

LES MINEURS D'ANZIN ÉCRIVENT

« La production n'est pas affaire de rendement individuel »

« Malgré l'aide des syndicats, malgré l'action directe et utile de certains partis, les ouvriers ont parfois de la peine à abandonner l'esprit revendicatif qui fut le leur par nécessité », a déclaré au journal « Combat » le Directeur général des Houillères Nationales du Nord et du Pas-de-Calais, M. Duhamau.

« C'est la « nécessité » qui nous pousse encore à revendiquer », répondent les mineurs. Car ceux qui ont pour tâche de fournir du charbon à l'industrie et aux foyers domestiques sont encore loin de connaître les conditions de travail et de vie que réclame leur très dur métier.

Les faits dont nous allons parler ici nous ont été communiqués par des sympathisants, mineurs de la région d'Anzin. Nous faisons large place à leur lettre: elle montre aussi bien les dangers auxquels elle expose une politique de production individuelle qu'à outrance, que l'incohérence d'une « nationalisation » qui ne profite qu'aux actionnaires, et d'une gestion aussi anarchique qu'elle pouvait l'être auparavant.

DES VEINES RICHES SERONT EXPLOITÉES DANS... 75 ANS !

« Comme dans les mines du Pas-de-Calais, les conditions de travail sont très pénibles. Tous les journalistes qui les ont visités l'ont « reconnu » Un certain nombre de points est attribué à chaque tâche partielle, et la prime est calculée sur le total des points.

« D'une part, la direction pousse à la production en faisant tirer du charbon avec un boilage très insuffisant. Les mineurs se plaignent car la sécurité est très négligée.

« D'autre part, on met en exploitation des aîles peu productives ou incommodes avec du charbon mêlé de schistes ou bien nécessitant un travail assis ou caché tandis que des veines riches sont réservées pour dans 75 ans !

HUIT FRANCS PAR TONNE EXTRAITE EN 1938 !

« Dans les tailles exploitées on pousse à la production.

« La production n'a pas encore atteint le chiffre de 1938. Cela importe peu aux actionnaires qui touchent huit francs par tonne extraite en 1938. C'est-à-dire qu'en moment les actionnaires touchent plus que si les mines n'étaient pas nationalisées.

IL EST TRÈS DIFFICILE DE TRAVAILLER UN MOIS SANS ARRÊT

« Pour un travail de huit heures par jour, le salaire de base d'un mineur professionnel est de 266 francs, celui d'un manoeuvre de 231 francs. A cela s'ajoute la prime de régularité et la prime du système Bedeau. La prime de régularité est de 10 % s'il n'y a pas une seule journée d'absence; elle est supprimée s'il y a eu plus de deux jours d'absence.

« Beaucoup de mineurs la touchent une quinzaine et y renoncent pour la quinzaine suivante, car il est physiquement très difficile de travailler un mois sans arrêt.

« C'est la principale cause de l'absentéisme. Lorsque Maurice Thorez est venu le 24 décembre à Valenciennes, il ne l'a pas indiquée.

« La prime la plus importante est celle qui est donnée par le système Bedeau. Une feuille avec le plan de taille est donnée chaque jour au mineur qui y indique, sous le contrôle du porion, le travail qu'il a effectué.

La Vie du Parti

SOUSCRIPTIONS

Semaine du 19 au 26 février (Souscription permanente)

Un groupe de postiers amis de la « Vérité »: D. Bo, 50 fr.; Mang., 100 fr.; T. Ant., 200 francs; Dar., 100 fr.; Pierre B., 300 fr.; René, 100 fr.; C. P., 50 fr.; X., P.T.T., 100 francs. — Total: 1.000 francs.

Un symp. de l'Enter, 500 fr. Liste n° 787: Un camarade anamite, 200 fr.; un symp., 200 fr.; Maréchal, 100 fr.; Ferdinand, 200 fr.; M. Anthony, 200 fr.; un Vietnamiens, 200 fr.; Parfum, 200 fr.; un navigateur anamite, 100 fr.; un Vietnamiens, 200 fr.; Poêle, 500 fr. — Total: 2.100 fr. — Total général: 3.600 francs.

MARSEILLE

PERMANENCE :

Bar-Dégustation Noailles

(Angle Gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail)

Mercredi et Samedi de 17 à 20 h.

LA MURE

Camarades,

Après un défilé commémorant la victoire du 12 février 1934, une réunion se tient au Théâtre Municipal, à laquelle assistent environ 400 personnes.

Un Secrétaire fédéral du P. C. F. (en plus des habituels « encensements à coups d'étrille », à l'adresse de la S. F. I. O. dont l'orateur, empêché, ne viendra pas), attaque gratuitement, comme de règle, les Hitléro-Trotskystes.

Le secrétaire local du P. C. I., à qui les staliniens refuseront maintes fois la parole, doit procéder par interruptions véhémentes, au long desquelles il flétrit les colonialistes et les somme de sortir des PREUVES. Devant leur dérobade et leur obstruction, il leur dénie publiquement la P. C. I., pauvre, propre, franc et qualifié de démocrates.

Regain de sympathies pour notre honnête. Mauvaise journée pour les insulteurs, dont la population républicaine de la Matheysine, y compris nombre de communistes, a jugé, juge et jugera les arguments et les procédés.

P. F.

EN AVANT...

Pour une nouvelle Tranche de 500 Abonnements

Les circonstances nous ont empêché de publier le palmarès final. La première tranche d'abonnements a été largement remplie et c'est le camarade Fabre, de la Mure, qui vient en tête du palmarès individuel avec 120 abonnements.

La nouvelle tranche de 500 sera entamée dès le samedi 2 mars et devra être couverte en 6 semaines.

Les Régions et Rayons désirant recevoir de nouveaux carnets d'abonnements doivent en faire la demande à l'administration du journal.

Blum à Washington

Le débat de politique financière s'est terminé à la Constituante sur un discours du président du conseil qui a lancé un véritable S.O.S. aux banquiers américains. Le concours de ceux-ci pourrait, d'après les dires de M. Guoin, produire « des effets toniques et rapides » sur notre économie. « C'est ce que dira à l'Amérique — a jouté le président du conseil — notre ambassadeur extraordinaire Léon Blum ».

Ainsi la politique de la « grandeur » cède officiellement la place à la politique de la mendicité.

Cet appel à Wall-Street et ce voyage de Léon Blum nous rappelle une histoire qui n'est pas trop vieille. Tout le monde sait qu'outre la crise financière il y a une autre crise dont on n'ose parler tous les jours, c'est celle du ravitaillement. Et il n'y a pas si longtemps un autre « ambassadeur extraordinaire » — lui aussi S. F. I. O. — Pineau, allait outre-Atlantique pour la résoudre et il nous rapportait en tout et pour tout, quelques boîtes de conserves qui n'ont apporté aucune solution à nos maux...

Voyons un peu ce que le nouveau commis-voyageur pourrait apporter. Dans un article publié par un journal spécialisé, « La Tribune Economique » du 15 février, le conseiller économique de l'ambassade des Etats-Unis en France explique ouvertement que les banquiers américains veulent tout d'abord liquider les « stocks américains » existant en Europe; ensuite, mettre en place une soi-disant « Banque Internationale » dont le rôle sera plutôt celui de faire la police des échanges commerciaux mondiaux que d'accorder « aide et secours » aux pays en détresse. Pour des crédits exceptionnels, il faudra attendre. D'ailleurs même la Grande-Bretagne, qui est passée devant les guichets de Wall-Street et qui a obtenu des promesses en échange de toute une série de concessions, attend encore...

Les « stocks américains » ne relèveront ni l'économie ni les finances — et personne ne se fait d'illusion là-dessus. Le gouvernement français a acheté une partie de ces stocks — tels des camions ou des blousons militaires. Les camions pourrissent sur place faute de pièces de rechange qu'on doit acheter comptant aux U.

S.A. Les blousons, achetés au kilo, sont allés alimenter le marché noir et le scandale a abouti finalement à l'arrêt des livraisons. La Banque Internationale reste encore sur le papier et, quant aux crédits « exceptionnels », les banquiers de Wall-Street n'entendent pas les lâcher sans obtenir des « propositions sérieuses », c'est-à-dire des concessions économiques, stratégiques et militaires.

La solution de la crise financière pas plus que celle de la crise du ravitaillement ne peut se trouver outre-Atlantique.

Mais alors, nous dira-t-on, le Parti Communiste a raison lorsqu'il dit que la seule solution, c'est bien de produire, de nous « relever par nos propres forces ». Les mineurs notamment répondrons: nous avons produit tant et plus et nous nous trouvons cependant en plein marasme économique. A quoi sert de produire si l'on ne met pas tout d'abord de l'ordre dans notre propre maison?

POUR COMMENCER, IL FAUT ROMPRE LA « COALITION AVEC LES AGENTS DE LA BOURGEOISIE ET METTRE SUR PIED UN PLAN D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION ELABORE PAR LA C. G. T. ET APPLIQUE SOUS CONTROLE OUVRIER.

Si l'on n'attaque pas le problème de la production dans son ensemble, et les mains libres, si l'on veut « replâtrer » l'économie bourgeoise et décriée, toutes les tentatives seront vaines. Depuis 16 mois, malgré tous les efforts, jamais les catastrophes financières et économique n'ont été si imminentes, jamais la crise du ravitaillement n'a été si aiguë. Ne pas rompre avec la bourgeoisie, ne pas faire appel au peuple conduit aux pires impasses et aux pires... incohérences.

N'est-ce pas là le cas de l'« Humanité » qui, après s'être écriée tant et plus contre les plans d'asservissement économique manigancés par les princes de Wall-Street, se tait à présent honteusement sur le voyage de Blum et de sa mission?

Jean MARCOUX.

Les Fonctionnaires payent les premiers

Le Journal officiel du 16 février a publié la loi concernant les fonctionnaires qui avait été votée la veille par la Constituante. Les dispositions applicables ne le cèdent en rien à celles qu'avaient imposées les gouvernements Doumergue et Laval en 1934-35.

Les fonctionnaires sont les premières victimes du Ministère Guoin et de son plan de misère à l'usage des travailleurs. Tout se passe comme si on voulait punir en premier lieu le cantonnier et le facteur de gagner encore moins de 4.000 francs par mois, et d'avoir protesté contre leur détresse en faisant grève une demi-journée au mois de novembre. M. Félix Guoin venge les affronts faits à De Gaulle, et fait payer à la classe ouvrière les factures que le général a laissées. Les petits fonctionnaires sont parmi les travailleurs les plus déshérités, il est donc logique qu'on les frappe vite et fort avant qu'ils ne se soient ressaisis, et n'aient repris leur offensive. Il est

logique aussi que Guoin et ses ministres, « ouvriers » ou MRPéistes, dirigent contre eux leurs premiers coups: la population ne sait-elle pas que les agents des services publics sont beaucoup trop nombreux, trop grossièrement payés et ne fichent rien. Nous ne nous attarderons pas ici sur la caricature habituelle que l'on fait du fonctionnaire. Mais l'ensemble des travailleurs doit savoir ceci: toutes les impuissances, tous les abus dénoncés par la presse, généralement sur instructions du gouvernement, sont toujours l'œuvre de celui-ci et le résultat normal, obligatoire d'un régime fondé sur l'exploitation et aussi le favoritisme et la gabegie. Ces abus que le gouvernement dénonce par démagogie, c'est lui, c'est le règne de la bourgeoisie qui les suscite et les crée.

Les dispositions principales de la loi du 16-2-46 sont les suivantes: licenciement par priorité des agents contractuels, temporaires, auxiliaires, arrêt du recrutement du personnel non titulaire jusqu'au 1^{er} janvier 1947, possibilité des mutations d'office d'une administration à l'autre, mises à la retraite prématurées, etc...

Les fonctionnaires sont bien placés pour savoir quel désordre criminel règne dans l'administration française. Ils savent de quels effectifs boursoufflés bénéficient certains ministères ou services publics, souvent pour des motifs électoraux ou de basse politique ignorés du public. Mais ils savent aussi quel travail éreintant fournissent d'autres agents trop peu nombreux dans certains services (P.T.T., S.N.C.F., par ex.). Et ils ne veulent pas faire les frais d'une opération qui consiste à jeter sur le pavé des dizaines de milliers de petits fonctionnaires, sans secours et sans débouchés. On les a appelés aux postes qu'ils occupent, l'Etat doit continuer à leur assurer un emploi. Il y a du travail pour tous. Les travailleurs de l'Etat ne se considèrent pas responsables de l'anarchie d'un régime qui consiste à recruter un jour quelques dizaines de milliers de nouveaux fonctionnaires, et le lendemain à les envoyer au chômage sous prétexte d'une réorganisation!!! Celle-ci doit avoir lieu, c'est vrai, mais ce sont les intéressés qui doivent la réaliser et ils ne doivent plus se contenter pour cela de vagues commissions de reclassement ou révision des emplois où les délégués syndicaux viennent siéger à 1 ou 2 en parents pauvres. Ils ne veulent pas d'une réorganisation qui se gardera bien de toucher aux hauts fonctionnaires conservera des cadres pléthoriques et jettera dehors le quart des lampistes de la fonction publique en accablant de travail leurs collègues qui resteront. Un directeur de Ministère relevé de son poste, même pour incapacité est immédiatement assis dans un autre fauteuil. Mais un agent temporaire, mais un auxiliaire, mais un contractuel, est remercié avec un mois de préavis.

Dans l'état présent de l'économie, licencier des dizaines et des dizaines de milliers de fonctionnaires c'est les transformer en chômeurs. Ils ne savent que trop que les promesses de remplacement sont illusoire. Remploi, où? Dans quoi? Peut-être dans la police ou dans une division blindée pour l'Indochine? Le « Centre d'orientation et de réemploi », à l'aide duquel Maurice Thorez tente de se faire une publicité parmi les fonctionnaires, ceux-ci savent bien qu'il est un piège.

Les fonctionnaires feront échec à l'application de cette loi. Et la pa-

role est en premier lieu aux syndicats: 1° Ceux-ci doivent partout et dans tous les cas s'opposer aux licenciements, quels qu'ils soient. 2° Le Cartel des services publics doit ensuite et très rapidement établir un plan de réorganisation administrative, à l'aide des études, rapports et plans partiels fournis par les Fédérations, Syndicats nationaux et Sections. 3° La réorganisation entrainera inévitablement des mutations, ou des mises à la disposition temporaire du Centre d'Orientation et de réemploi: dans ce dernier cas, et jusqu'à ce qu'il lui soit donné une nouvelle affectation, le fonctionnaire devra toucher son traitement intégral. 4° Le Centre d'Orientation et de Réemploi doit passer immédiatement sous contrôle syndical. Comment Maurice Thorez pourrait-il s'y opposer? 5° Certains fonctionnaires en sur-nombre pourront ne pas être reclassés dans l'administration; leur traitement intégral doit être garanti et versé par l'Etat jusqu'à leur reclassement dans l'industrie ou le commerce privés. 6° Cette dernière revendication ne sera obtenue que si le Cartel des Services Publics lie très étroitement son sort à celui de l'ensemble des travailleurs. Le réemploi des fonctionnaires dans l'industrie n'est possible qu'en fonction de la remise en marche de la production; mais celle-ci dans les conditions actuelles de décadence et d'anarchie du capitalisme, ne peut avoir lieu que sur l'initiative et sous le contrôle des travailleurs; il faut un plan de production de la C. G. T., voilà les revendications essentielles sur lesquelles les fonctionnaires doivent engager le combat contre les dispositions de la loi du 15 février qui aggrave considérablement leur sort et les menace en permanence du chômage. Ils refuseront encore la suspension du recrutement et le recul de la retraite, qui auraient pour effet de rétrécir les possibilités de travail pour les jeunes sortant des écoles et d'accroître leur désarroi.

Nous ne pouvons plus longtemps accepter de faire les frais d'un régime pourri. A l'œuvre dans nos syndicats pour la défense de nos droits contre une loi qui est le début d'une vaste offensive anti-ouvrière.

A. DEMAZIÈRES.

L'Inde se révolte

(Suite de la 1^{re} page)

Les masses révoltées ne s'arrêteront pas aisément selon les désirs et les applications de Nehru; elles ne se sont pas engagées à nouveau dans une lutte sanglante pour remplacer un maître par un autre. Le rôle moteur et dirigeant du prolétariat indien se manifeste avec éclat dès les premiers jours du combat.

La révolte de la flotte indienne, comme dans le cas du Potemkine en 1905 ou des marins de Kiel en 1918, est le premier engagement d'une grande révolte indienne, d'une tempête qui chassera l'impérialisme britannique et les autres impérialismes décadents d'Asie. La lutte des masses indiennes est non seulement celle des masses indo-chinoises et indonésiennes, elle est aussi celle des prolétaires anglais, hollandais, français.

Aux Communes, les gouvernants Labouristes ont parlé en hommes d'Etat du capital; quelques travailleurs, membres du Parlement, ont pris une attitude pleurnicharde afin que l'on ne soit pas trop méchant envers les marins indiens. Nous dénonçons aux travailleurs cette attitude comme une hypocrite capitulation au moment où l'impérialisme emploie ses avions, ses croiseurs, ses auto-blindées pour conserver quatre cent millions d'Indiens dans l'esclavage. Nous ne cesserons de répéter aux travailleurs de l'Europe occidentale, que leurs véritables intérêts sont identiques à ceux des peuples en révolte: les quelques miettes des rapines coloniales dont ils ont l'énéficié ne pèsent guère en face des souffrances qu'ils ont eues et qu'ils auraient encore à subir dans les guerres pour maintenir l'esclavagisme colonial.

Les travailleurs de France seront aux côtés des Indochinois contre l'impérialisme français. Les travailleurs anglais seront aux côtés des Indiens contre l'impérialisme britannique. L'action de classe des travailleurs doit s'opposer à tout envoi de renforts contre les peuples coloniaux.

Les masses coloniales passent à l'offensive. C'est le moment opportun pour passer sur tout le front à l'offensive contre l'impérialisme.

Imprimerie Spéciale « LA VÉRITÉ »

DEBAT SUR LE RAVITAILEMENT

La solution de M. Longchambon : augmenter la solde du gendarme

Le 18 janvier avait lieu à la Constituante, les premières interpellations sur la politique agricole et le ravitaillement. Séance mouvementée; le rétablissement de la carte de pain suscita de violentes polémiques. Quelques jours après, la crise ministérielle éclatait, les débats sur cette question furent interrompus. Le 29 janvier, Félix Guoin déclarait dans son premier discours à l'Assemblée Constituante: aucune perspective d'amélioration en ce qui concerne le ravitaillement... moins de blé, moins de viande, moins de vin, moins de pommes de terre. « Il appartient au gouvernement de régler ce problème vital, mais nous ne pourrions réaliser des miracles ».

Le 22 février, le débat sur le ravitaillement a repris à la Constituante. La discussion a duré des heures et des heures, les représentants des principaux partis politiques se sont exprimés, le ministre du ravitaillement Longchambon est longuement intervenu. Que ressort-il de ces débats? Y a-t-il quelque chose de ces débats? Y a-t-il quelque chose de la situation s'améliore?

Non, absolument pas, car aucun des députés ou ministres présents n'a exigé, ni même proposé, que le gouvernement rompe enfin avec les méthodes qui ont conduit les travailleurs à la misère et à la famine. « Avez-vous l'intention de continuer la politique de vos prédécesseurs ou allez-vous lui tourner le dos? », a-t-on demandé au ministre. « Il m'est très difficile de répondre à cette question: depuis août 1944, je suis le cinquième ministre du ravitaillement et je ne veux pas perdre mon temps à chercher si mes conceptions sont semblables à celles de mes devanciers », a déclaré Longchambon, et sur ce il a proposé d'augmenter les crédits attribués aux corps de police et de gendarmerie chargés du contrôle économique et de renoncer à la peine de mort contre les affameurs. L'Assemblée a alors renouvelé à l'unanimité sa confiance au ministre et est passée à l'ordre du jour.

Pendant ce temps les travailleurs ont faim, la misère s'installe de plus en plus dans leurs foyers. Pendant le mois de janvier, les taux caloriques des denrées rationnées sont tombés à 1.301 pour les catégories A et V 1.438 pour la catégorie V (le minimum vital devrait être de 2.400 calories), ce qui signifie une réduction respective de 4,6 % et de 1,7 %

A PARAITRE prochainement une brochure de V. I. Lenine « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer »

Adresser les commandes à « La Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (14^e). Par unité 20 fr. Par 10 18 fr. Par 100 15 fr.

On nous écrit

D'AJACCIO

Camarades,

Le syndicat ouvrier du S. C. A. N. d'AJaccio vient d'adresser des propositions de réorganisation et d'industrialisation de ces ateliers.

Les ateliers de l'arsenal possédant des moyens appropriés pourraient avantageusement confectionner:

1° Des poêles pour le chauffage des écoles;

2° Des articles de ménage dont manquent ouvriers et paysans corses; ses;

4° Du mobilier d'usage courant (tables, bancs et chaises);

5° Réparation des barques de pêche.

Bien, camarades du S. C. A. N., encore faut-il que vous contrôliez vous-même les prix de vente de tout ce que vous contraindez. Vos réalisations doivent profiter à vos camarades ouvriers et paysans et l'armée ne doit pas en tirer aucun bénéfice.

André LOUIS.

DE BRETAGNE

Le 17 février, le nouveau parti fasciste P.R.L. organisait sa première réunion publique à Rennes. Nos camarades placardèrent rapidement

des affiches écrites à la main.

ALERTE

Tous au Royal pour manifester votre volonté d'en finir avec le FASCISME qui se cache sous l'étiquette d'un soi-disant « Parti Républicain de la Liberté ».

Tous unis derrière le P.C.I. pour barrer la route au FASCISME.

De nombreux travailleurs y répondirent et accueillirent à leur façon l'exposé, et comme l'écrivait un journal socialiste: cette réunion a obtenu un grand succès, un grand succès de rire, évidemment.

Devant ce beau chahut, l'Ouest-France (qui ne voit pas le P.R.L. d'un mauvais œil) demande: N'y avait-il pas des « trotskystes » dans la salle?

Mais certainement, Messieurs les Jésuites, vous savez bien que les trotskystes sont à la pointe du combat contre vous et vos semblables, unis aux réformistes vous faites votre possible pour les empêcher de crier la Vérité aux masses.

La réunion s'est terminée dans un sérieux vacarme, les fascistes mettant le disque de « La Marseillaise, chère à tout le monde », les travailleurs répondant par leur chant l'« Internationale ».

Gérard TRÉVIER.